



REVUE DE PRESSE

LUNDI 03 NOV. - CVM 001/11/2025

RDC : RDC : DIPLOMATIE OFFENSIVE, SÉCURITÉ EN MUTATION ET CRISPATION POLITIQUE — UN MOMENT CHARNIÈRE POUR L'ÉTAT CONGOLAIS

La République démocratique du Congo entre dans une phase déterminante de son histoire récente, marquée par une diplomatie offensive, des initiatives sécuritaires ambitieuses et une scène politique intérieure sous forte tension. Alors que le Président Félix Tshisekedi intensifie ses efforts sur l'échiquier international — du Caire à Doha, en passant par Paris — pour consolider des alliances stratégiques et accélérer le processus de paix à l'Est, le discours présidentiel révèle l'émergence d'une vision plus assumée : celle d'un Congo souverain, arbitre des équilibres régionaux et moteur d'une Afrique nouvelle, solidaire et responsable. Sur le front intérieur, le climat politique se durcit. La suspension puis la menace de dissolution de partis d'opposition traduisent une volonté d'autorité, mais soulèvent également des inquiétudes quant à la préservation des libertés démocratiques. À l'heure où le pays se projette vers la reconstruction de ses provinces meurtries, les choix de gouvernance et de dialogue seront déterminants pour l'avenir national.



**Politique
Social
Sécurité**

Presse Écrite

Diplomatie et Sécurité

Du Nil au Congo : Tshisekedi tisse le fil d'une Afrique plus solidaire, titre *"Potentiel"*



Après Paris, c'est au Caire que Félix Tshisekedi a poursuivi sa tournée diplomatique. Reçu par le président Abdel Fattah al-Sissi, le Chef de l'État congolais a consolidé une vision : faire du Congo un acteur central d'une Afrique souveraine, connectée et solidaire. De la coopération militaire à la diplomatie culturelle, cette étape marque une nouvelle orientation vers un partenariat africain de responsabilité et de confiance.

Tshisekedi a Doha pour une étape clé du processus de paix à l'Est, annonce *NFOS²⁷*. Au lendemain d'un séjour diplomatique en Égypte, Félix Tshisekedi a atterri dimanche soir à Doha, où doit se jouer une étape cruciale du processus de paix entre le gouvernement congolais et la rébellion de l'AFC-M23. Porté par la médiation du Qatar et le soutien de Washington, ce dialogue vise à stabiliser durablement l'Est de la République démocratique du Congo après des mois d'affrontements meurtriers. Avant de quitter Le Caire, le chef de l'État a échangé avec la diaspora congolaise, réaffirmant son engagement pour une paix "juste et définitive" fondée sur la restauration de l'autorité de l'État.

La Prospérité pour sa part, revient sur la Conférence de Paris sur la paix et la stabilité dans la région des Grands Lacs où Félix Tshisekedi a annoncé trois engagements audacieux ! Lors de l'intervention solennelle du Président Félix Tshisekedi à la Conférence sur la paix et la stabilité dans la région des Grands Lacs, tenue à Paris, un volet extrêmement important a marqué cette rencontre de haute portée diplomatique. Il s'agit de l'annonce de trois engagements audacieux dédiés à planter le grain de l'espoir dans la partie Est de la RDC. Il s'agit, entre autres, de la reconstruction des provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu, de la protection des personnes touchées par les conséquences de la guerre d'agression imposée par le Rwanda et de la transformation de cette crise sécuritaire en levier de stabilité régionale.

Politique

Le gouvernement suspend les activités de 13 partis politiques de la coalition "Sauvons le Congo", titre *LE PHARE*.



La décision est tombée : 13 partis politiques sont interdits d'exercer leurs activités sur l'ensemble du territoire national congolais. Cette sanction frappant une dizaine de formations politiques, annoncée dans le compte rendu de la 65ème réunion hebdomadaire du Conseil des ministres du vendredi 31 octobre 2025 présidée par la Première Ministre, est justifiée par le comportement des dirigeants desdits partis. On leur reproche des faits portant atteinte à l'ordre institutionnel démocratique et à la souveraineté de l'Etat. C'est le Vice-Premier et ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières, Jacquemain Shabani Lukoo qui a annoncé la décision au Conseil qui a pris acte.

De la suspension à la dissolution de certains partis politiques de l'opposition, le régime se radicalise et veut frapper fort, titre [La Reference Plus](#)



Le Conseil d'Etat sollicité. Après la suspension des activités de 12 partis politiques de l'opposition, le gouvernement saisit le Conseil d'Etat pour réclamer la dissolution pure et simple. Il s'agit du PPRD, du LGD, de Piste pour l'Émergence, ATD, AAP, UDA, MPCR, MLP, COFEDEC, PNEC, UPC et ADCP. Une décision que fustigent certains acteurs politiques, de la société civile et défenseurs des droits de l'homme. Pour Jean-Claude Katende, activiste des droits de l'homme, la suspension de plusieurs partis de l'opposition constitue une atteinte grave à la démocratie et aux valeurs qui fondent un État de droit.



Presse en Ligne

Presse en Ligne



Titre : António Guterres (ONU) : « Les combats doivent cesser et les accords de paix doivent être mis en œuvre sans délai » dans l'Est de la RDC



Le Secrétaire-général des Nations unies, António Guterres, a publié un message dans lequel il exprime sa profonde inquiétude face à la situation sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Il appelle fermement à la cessation immédiate des hostilités et à la mise en œuvre sans délai des accords de paix déjà signés. Selon l'article, des affrontements récents ont opposé l'Armée Pour la Libération du Congo (M23) (M23) et ses alliés aux forces gouvernementales et groupes locaux, notamment à Ndete et dans le territoire de Walikale. Les violences se poursuivent malgré les initiatives diplomatiques et les engagements internationaux.

Observation : Ce nouvel appel de l'ONU reflète qu'aucune accalmie durable n'a encore été installée dans l'Est de la RDC. Il met en lumière la fragilité des processus de paix lorsqu'ils ne sont pas soutenus par un engagement concret et immédiat sur le terrain. Pour la RDC, stabiliser cette zone est essentiel non seulement pour la sécurité, mais aussi pour le redressement économique et social de toute la région.



relate, Henrica Mboma, musicien congolais, décédé dimanche à Kinshasa



Le dimanche 3 novembre 2025 à Kinshasa, le musicien congolais Henrica Mboma — ancien leader d'un groupe tradi-moderne — est décédé, annonce l'Agence Congolaise de Presse (ACP). Il laisse derrière lui un parcours artistique significatif, au cœur de la musique congolaise. La rédaction ne donne pas encore les causes exactes de son décès. Par ailleurs, toujours selon l'ACP, le batteur Blaise Esabe, de l'orchestre BCBG de JB Mpiana, est également décédé dimanche. La nouvelle suscite émotion et hommage dans le monde musical congolais et parmi les amateurs de la rumba- et de la musique traditionnelle moderne.

Observation : La perte simultanée de figures de la musique congolaise souligne une étape de transition dans cet univers culturel. Il apparaît important que les héritages artistiques — compositions, archives, témoignages — soient valorisés et préservés pour les jeunes générations, afin de maintenir vivante cette riche tradition musicale au Congo.



La plateforme politique Sauvons la RDC, proche de l'ancien président Joseph Kabila, a réagi avec indignation à la décision du gouvernement congolais de suspendre les activités de plusieurs partis d'opposition ayant participé au conclave des forces politiques et sociales à Nairobi en octobre 2025. Dans leur communiqué, ils estiment que cette mesure constitue « une violence d'État en vue d'effacer toute trace d'une opposition à son régime ». L'article souligne l'inquiétude grandissante de certains acteurs politiques quant à l'espace démocratique en RDC.

Observation : La démocratie congolaise semble traverser une période de tension accrue entre pouvoir et opposition. Ce type de mesures, perçues comme restrictives, risque de fragiliser davantage la confiance des citoyens dans les institutions. Pour renforcer sa crédibilité, le pays gagnerait à engager un dialogue ouvert et transparent afin d'apaiser les craintes et de restaurer un climat politique apaisé.



Presse Internationale

TV5 MONDE annonce : « République démocratique du Congo-Rwanda : vu de Kigali, où en est la mise en œuvre des accords de paix ? »

jeuneafrique titre : « Est de la RDC : Kinshasa s'insurge contre l'opposition du M23 à la réouverture de l'aéroport de Goma »



Depuis Kigali, l'accord de paix entre Kinshasa et Kigali est évoqué avec prudence : si le traité formel prévoit un désengagement rwandais de l'est congolais et la neutralisation des groupes armés congolais, sa mise en œuvre demeure incertaine. Le manque de vérification indépendante, la persistance des tensions et l'absence de calendrier clair suscitent des doutes. Kigali insiste sur sa posture défensive ; Kinshasa peine encore à regagner la confiance.

Observation : Le fait que Kinshasa ait obtenu, via ce processus de paix, une reconnaissance diplomatique des enjeux de sécurité transfrontaliers marque un progrès notable : il montre que le gouvernement congolais est capable de porter ses intérêts à l'international et de mobiliser l'appui pour encadrer une résolution durable du conflit. Cela témoigne d'une montée en puissance diplomatique et d'un renforcement potentiel de sa légitimité dans la région. En revanche, le Rwanda est pointé pour son manque de transparence et d'engagement effectif dans la mise en œuvre du désengagement annoncé. En dépit de l'accord, Kigali reste ambigu sur le retrait réel de ses forces et sur ses interventions dans l'est de la RDC. Cette attitude affaiblit sa crédibilité en tant que partenaire de paix et compromet la confiance nécessaire à une coopération durable.

Le gouvernement congolais a dénoncé l'obstruction du M23 à la réouverture de l'aéroport de Goma, fermée depuis la prise de contrôle de la ville. Il affirme que seule l'autorité congolaise décidera des vols humanitaires de jour, et accuse le M23 d'illégitimité pour contester cette décision.

Observation : Le fait que Kinshasa affirme fermement sa souveraineté et fixe les conditions de réouverture de l'aéroport (vols humanitaires, autorisation gouvernementale) est un signe de renforcement de sa position et de son contrôle sur un territoire stratégique — cela peut accroître sa légitimité et sa capacité de coordination humanitaire. Le M23, en s'opposant à la réouverture de l'aéroport, semble entraver l'acheminement d'aide humanitaire et se pose en obstacle à la remise en marche d'infrastructures essentielles. Cette posture affaiblit sa crédibilité en tant qu'acteur responsable et compromet son rôle dans la stabilisation de la région.



titre: « RDC : la police annonce le durcissement de la traque des gangs de Kinshasa » (selon différentes sources)

À Kinshasa, la Police nationale congolaise annonce désormais une traque serrée des gangs urbains (« kulunas ») : ratissage « quartier par quartier, parcelle par parcelle, maison par maison » a déclaré le commissaire divisionnaire Israël Kantu Bankulu. Plusieurs suspects ont déjà été interpellés et la population est invitée à collaborer avec les forces de l'ordre.

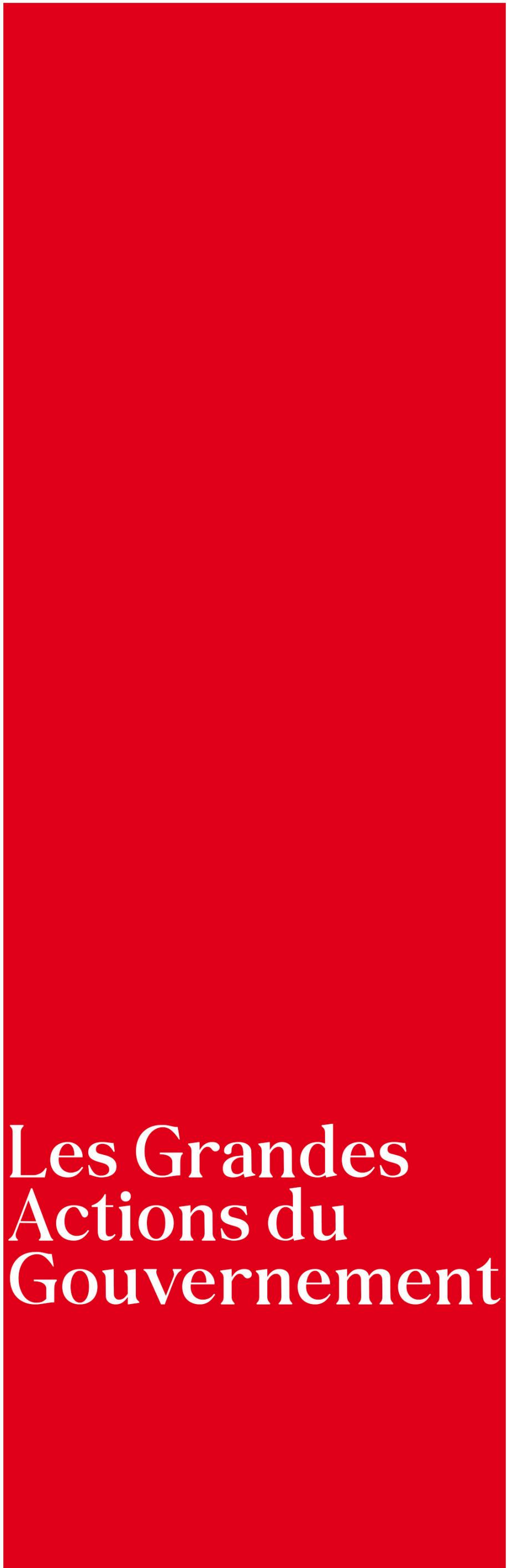
Observation : Le fait que le gouvernement congolais prenne des mesures claires et visibles pour renforcer la sécurité à Kinshasa est un signe encourageant. Cela montre qu'il accorde une priorité à la protection des citoyens et au rétablissement de l'ordre public, ce qui peut contribuer à restaurer la confiance des habitants dans l'État et dans ses institutions de sécurité.



annonce, « Aéroport de Goma : polémique autour de la réouverture » publié par Deutsche Welle

Le président français Emmanuel Macron a annoncé la réouverture prochaine de l'aéroport de Goma, en RDC, pour les vols humanitaires. Le gouvernement rwandais s'y oppose, considérant que l'aéroport est sur un territoire « occupé » par la rébellion M23. Cette opposition suscite des critiques en RDC, où la remise en service de l'aéroport est jugée essentielle pour l'acheminement de l'aide et la relance de la région.

Observation : Le fait que la RDC soit au centre de discussions diplomatiques internationales (avec l'annonce française) autour de la remise en service d'une infrastructure clé comme l'aéroport de Goma montre que le gouvernement est capable d'attirer l'attention extérieure sur ses besoins et de mobiliser un soutien. Cela affirme son rôle de leader dans la gestion de la crise et de la reconstruction dans l'Est, renforçant sa visibilité et sa légitimité à l'international.



Les Grandes
Actions du
Gouvernement

Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention – Sous la direction du Dr Roger Kamba



Sous le leadership du ministre Roger Kamba, le gouvernement a intensifié la réforme du système de santé congolais à travers la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle (CSU). Le ministère œuvre à renforcer les infrastructures hospitalières, moderniser les équipements médicaux et améliorer les conditions du personnel soignant. Des campagnes de vaccination massives, de lutte contre le paludisme et les maladies endémiques ont été lancées. Le ministre privilégie une approche communautaire centrée sur la prévention, l'innovation et la digitalisation sanitaire. L'objectif : offrir à chaque Congolais un accès équitable à des soins de qualité, partout sur le territoire.

Ministère de l'Économie Nationale – Stabilité, pouvoir d'achat et croissance inclusive



Le ministère de l'Économie nationale s'emploie à garantir la stabilité du marché intérieur et à protéger le pouvoir d'achat des citoyens. Grâce à une meilleure régulation des prix, à la promotion de la production locale et à la surveillance rigoureuse des importations, l'économie congolaise retrouve des signes de vitalité. Des mesures ciblées visent à soutenir les PME, renforcer la transparence commerciale et attirer les investisseurs étrangers. En coordination avec la Banque centrale, le ministère œuvre pour une économie résiliente, compétitive et durable. Ces réformes visent à réduire la dépendance aux importations et à dynamiser la croissance nationale inclusive.

Les Grandes Actions du Gouvernement

Ministère des Transports, Voies de Communication et Désenclavement – Vers une mobilité nationale moderne



Le ministère des Transports met en œuvre un vaste programme de modernisation des infrastructures routières, ferroviaires et aéroportuaires. Des projets structurants, tels que la réhabilitation du chemin de fer Matadi-Kinshasa, la modernisation des ports fluviaux et l'extension des aéroports de provinces, sont en cours. Le gouvernement travaille également à améliorer la sécurité routière, la régulation du transport urbain et la fluidité logistique interprovinciale. En favorisant les partenariats public-privé, ce ministère contribue au désenclavement des territoires et à la relance économique nationale. Son action renforce la connectivité du pays et positionne la RDC comme un carrefour stratégique régional.

Ministère de la Jeunesse, Initiation à la Nouvelle Citoyenneté et Cohésion Nationale – Une génération au cœur du développement



Le ministère de la Jeunesse place la formation, l'entrepreneuriat et la citoyenneté responsable au centre de son action. Des programmes d'appui aux jeunes créateurs d'entreprises, de développement du volontariat national et de formation aux métiers d'avenir sont déployés dans plusieurs provinces. Le ministère promeut aussi la cohésion sociale et la paix à travers l'éducation civique et la culture patriotique. En partenariat avec le secteur privé, il soutient la création d'incubateurs et d'espaces de coworking pour favoriser l'innovation. Ces initiatives visent à faire de la jeunesse congolaise un acteur moteur du progrès économique, social et culturel du pays.

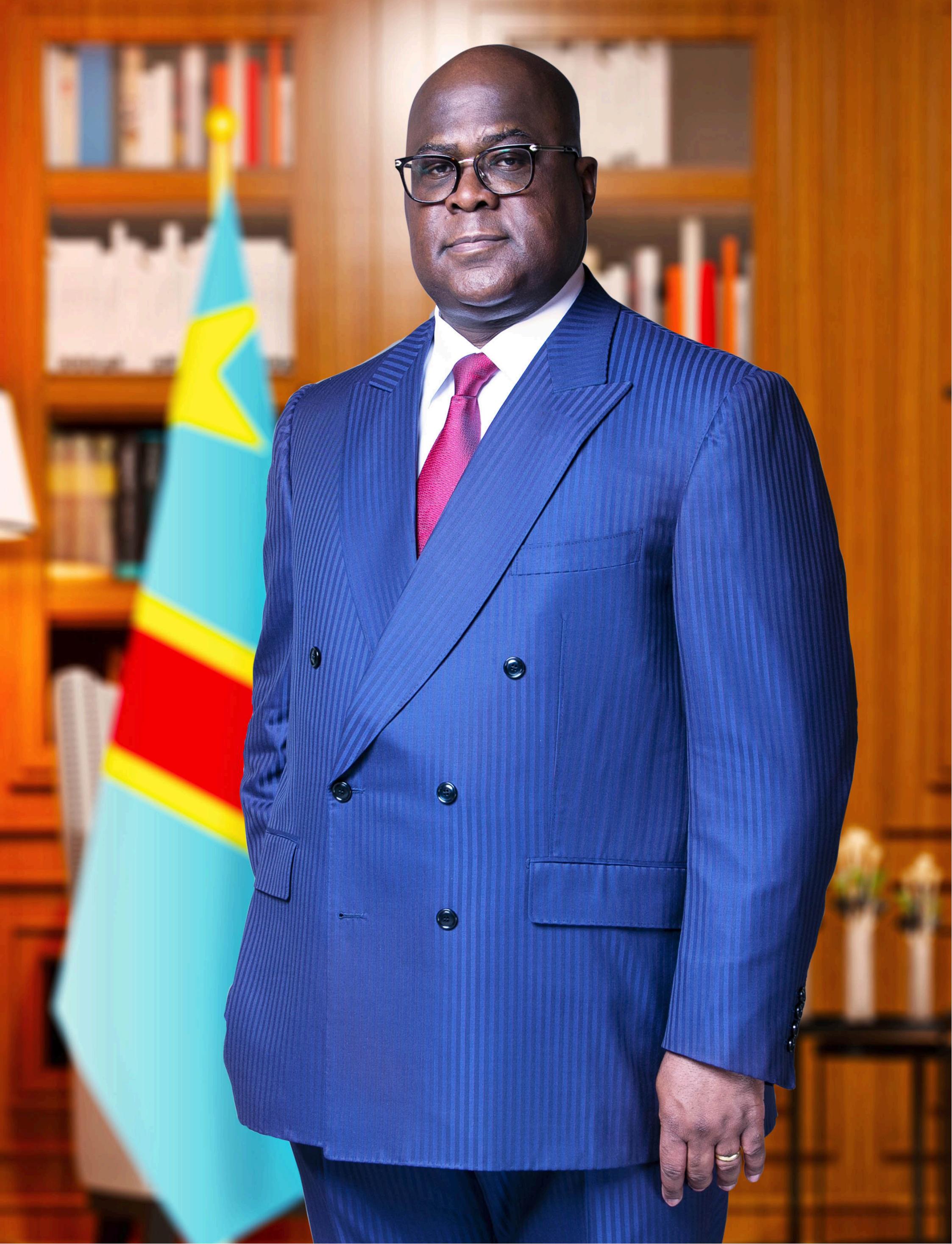


Farah MUAMBA
Directrice de la Cellule de Communication



CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
SERVICE PERSONNEL
CELLULE DE COMMUNICATION

Felly KABALA TSHIMANGA
Chargé de la Veille Communicationnelle



Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO
Président de la République Démocratique du Congo



**CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
SERVICE PERSONNEL
CELLULE DE COMMUNICATION**



www.presidence.cd